

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mai 2021

ACCÉLÉRER L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET PROFESSIONNELLE - (N° 4143)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 102

présenté par
Mme Lorho

ARTICLE 8

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Après avoir gangré l'enseignement et le monde de l'entreprise, voilà maintenant la finance touchée par le féminisme rétrograde. Les actions de soutien de la BPI ne vont plus seulement reposer sur des critères d'efficacité, de rentabilité, de cohérence, d'efficacité, de croissance, de durabilité, d'économie, mais également sur des critères sexuels qui semblent s'imposer de façon évidente. Pourtant le sexe n'a rien à voir avec l'entrepreneuriat et le développement des entreprises. Non seulement la BPI devra se soumettre à cette idéologie destructrice, mais elle devra en plus en publier les statistiques pour que l'on puisse constater que les femmes font effectivement l'objet de politiques spécifiques dues à leur sexe. Il ne faut cependant rien voir de sexiste là dedans.

En imposant une régulation de la société toute entière sur la base du seul critère sexuel, on dérationnalise celle-ci, on la divise et on finit par la détruire. Comment ne pas le constater lorsqu'on ne cesse d'opposer les gens en fonction de leur sexe, de leur ethnie, de leur orientation sexuelle, de leur religion, de leur classe sociale etc. Le récent mouvement de "cancel culture" aussi appelé culture "woke", les lobbies féministes et LGBT, les mouvements antiracistes et indigénistes, le déploiement de l'idéologie islamo-gauchiste dans le débat public et également au sein du milieu universitaire, sont responsables de cet état des lieux parce qu'ils font de ces oppositions leur fonds de commerce. L'unité française exige qu'ils soient combattus. Les mesures proposées par les derniers articles de ce texte de loi sont directement issus de leur idéologie, c'est pourquoi ils doivent être supprimés.